

# Le pays part en campagne

Lancée le 29 octobre dernier, la campagne «Le droit de savoir» appuie les revendications du Comité des parents des disparus ou enlevés de la guerre civile, et réclame le droit de la société civile à s'exprimer sur la guerre.

**R**ue Spears. Immeuble Ziko. Troisième étage. Un groupe de Libanais font table ronde. Des hommes, des femmes, des jeunes et moins jeunes, avocats, étudiants, chrétiens et musulmans... Le maître de séance prend la parole et ouvre la réunion: bilan de la semaine dernière, ordre du jour, programme des jours à venir. L'assistance écoute, puis tour à tour on prend la parole. On suggère, on commente, on se répartit les tâches. On décide ensemble. Les Amis du Comité des parents disparus tiennent séance. C'est là, dans ce qui fut le siège du «Collectif pour la tenue des municipales», que depuis le 29 octobre dernier, une vingtaine de personnes se réunissent chaque jeudi, à 17h. Ensemble, il s'élaborent la campagne «Le droit de savoir» pour soutenir l'action du Comité des parents des personnes disparues ou enlevées pendant la guerre. «17 000 personnes enlevées ou disparues: ce sont nos frères; les 17 000 personnes enlevées ou disparues sont les fils de ce pays; nous avons le droit de connaître leur sort; le droit de savoir» dit la brochure de la campagne.

Tous les mercredi devant le Conseil des ministres, puis devant le Parlement, les Amis du Comité se font les relais de ce droit de savoir.

Qui sont-ils? «D'anciens militants politiques, des jeunes qui ont une conscience politique ou civique avec un souci de démocratie et de justice, de simples citoyens», explique le coordinateur de la campagne, Albert Abi Azar.

Le processus est simple: faire connaître autour de soi la question des disparus, envoyer le maximum de lettres au président de la République, participer aux activités organisées par la campagne – sit-in, discussions dans les universités, les clubs culturels – dans tout le pays.

«En fait, reprend Albert Abi Azar, la campagne pour les municipales a joué le rôle de détonateur. Dans la conscience populaire, on a vu qu'il était possible d'agir, de faire quelque chose. Le Comité des parents des disparus ou enlevés dont l'action s'essouffait en a profité et a contacté ses amis, des gens qui les soutenaient dans leur cause.»

La campagne reprend donc les revendications premières du Comité:

La constitution d'une commission officielle chargée de déterminer le sort des personnes enlevées ou disparues entre 1975 et 1990 et la publication



Un sit-in tous les mercredis, devant le Conseil des ministres, devant le Parlement

«On va peut-être avoir notre mot à dire pour clore la guerre»

des résultats des recherches dans un délai d'un an à partir de la date de sa constitution; l'adoption d'un régime de protection sociale pour les parents des personnes enlevées ou disparues; la proclamation du 13 avril «journée nationale pour la Mémoire» et l'édification d'un monument symbolisant la personne enlevée, en hommage à toutes les victimes de la guerre pour dénoncer les malheurs qu'elle a occasionnés.

Elle se donne aussi pour but d'élargir la cause à l'ensemble de la société. Pour faire entendre les revendications du Comité des parents à l'Etat libanais. Mais aussi parce que c'est toute la société qui se trouve concernée.

Si la question des disparus, présente dans la vie quotidienne de ces 17 000 parents, touche près de 10% de la population libanaise, elle implique l'ensemble de la société. «On a terminé la guerre par un arrangement qui a ignoré totalement la population civile et l'a affaibli», poursuit Albert. Les autorités ont refermé le couvercle, il y a eu un désintéressement général. Mais les gens n'oublient pas la guerre, il l'abordent tous les jours.»

Signe de cette implication, les soutiens se multiplient. Un mois à peine après le début de la

campagne, près de 200 associations ont exprimé leur solidarité: des organisations de droits de l'homme (Commission des droits de l'homme, Amnesty international) mais aussi des médias qui publient gratuitement les communiqués. Dans tout le pays, des comités locaux se créent autour d'associations qui ignorent les lignes de clivages politiques et confessionnelles. Pour éviter toute récupération politique ou confessionnelle, la campagne a fixé un plafond pour les dons (1000 \$).

«On s'aperçoit que les gens ont beaucoup à dire dès qu'on les sollicite. Le Comité, les Amis et les médias impliqués reçoivent, chaque jour, des appels de personnes qui désirent se joindre à nous.\* A travers cette campagne, on permet finalement aux gens de s'exprimer, reprend Albert Abi Azar. Peut-être allons-nous avoir notre mot à dire pour clore la guerre.»

Depuis le 29 octobre, plus de 3000 lettres ont été envoyées au président de la République.

Depuis le 29 octobre, les Amis reçoivent des appels quotidiens de familles qui ont perdu un des leurs.■

«Le droit de savoir: 03/706685»

# Les jeunes

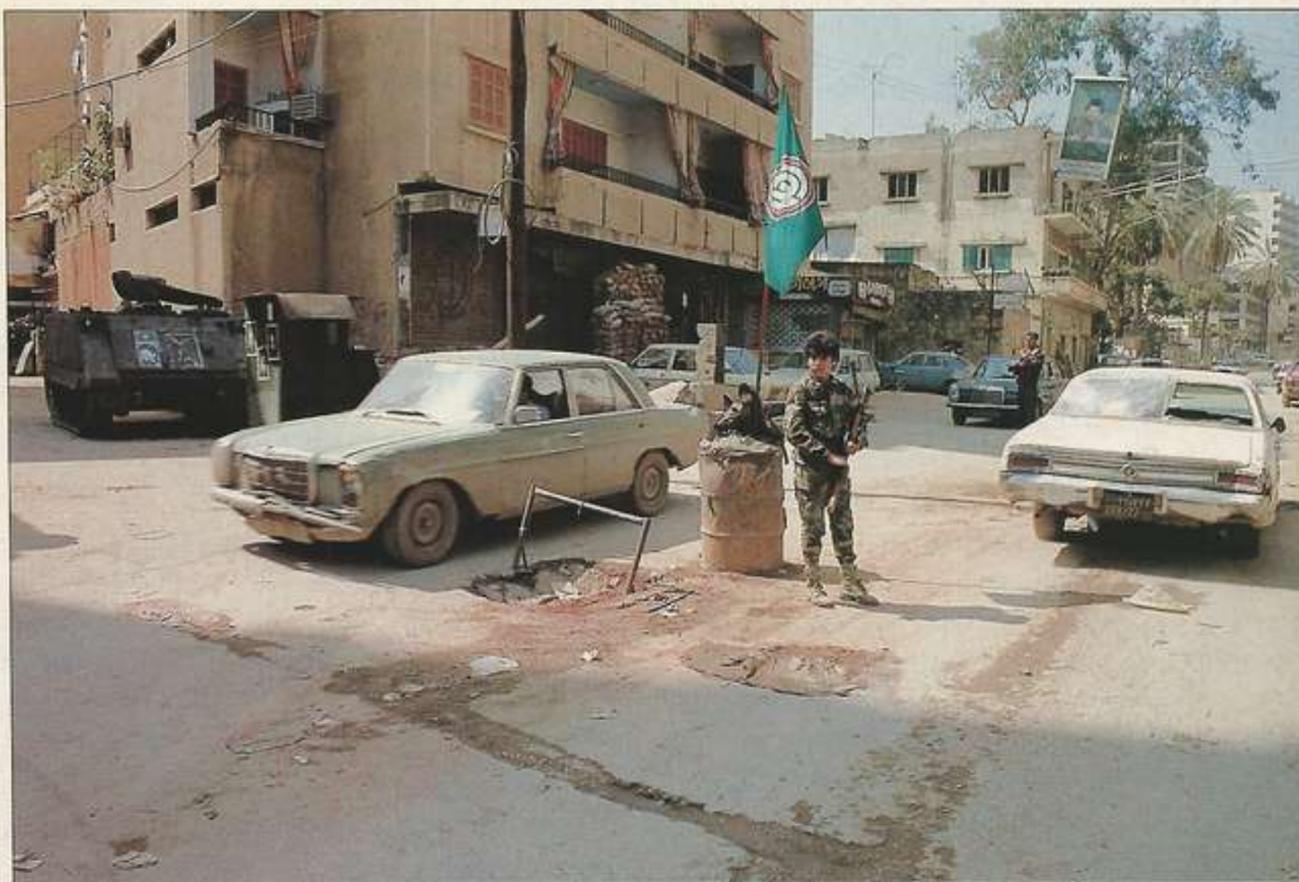
## A la recherche de nos frères

*Ils ont 21 ans, parfois moins, ils sont devenus les Amis de la campagne. Leur engagement répond à un seul motif: construire la paix de demain.*

**M**ohammad a 21 ans, il est étudiant à l'Université libanaise en design d'intérieur. Il a vécu la guerre civile, sa famille n'a pas été touchée, mais il se sent concerné. Alors, depuis le 29 octobre, il fait partie des Amis du Comité des parents disparus. «Pour aider les gens qui ont eu leur parent enlevé, on veut savoir si ces gens sont morts ou vivants, ce qui s'est passé», dit-il. Mohammad est un jeune libanais engagé : il travaille au Mouvement social fondé par l'évêque Grégoire Haddad, il est scout, il donne aussi de son temps à la Croix-Rouge. «J'aime aider les gens», dit-il dans un sourire généreux. Pour lui, tout a commencé avec un film, 10 minutes d'images qui racontent l'histoire des 17 000 personnes disparues pendant la guerre, la lutte de leurs familles, l'histoire aussi de ceux qui ont fait la guerre. Il y a surtout cette séquence qui l'a profondément choqué : Une femme interroge un responsable politique sur le sort de son fils disparu. Il lui répond : oublie-le, il est mort. «Comment peut-on répondre cela à une mère qui au fond d'elle-même, pense que son fils va revenir!», reprend Mohammed, révolté. A ses côtés Mirna, 26 ans ne dit mot. Son frère, Maher, a été kidnappé le 6 juin 1982, à l'université, il avait 16 ans. Elle nourrit encore l'espoir de le revoir un jour : «Je ne peux pas déclarer mon frère mort sans savoir ce qui lui est arrivé, c'est à l'Etat de le dire.», dit-elle.

«Nous sommes tous les enfants de l'Etat, ce sont ses enfants qui ont été enlevés, c'est à lui de prendre sa responsabilité et de dire s'ils sont morts ou non!», reprend Mohammed. Il a fait siennes les revendications du Comité des parents des disparus, il comprend l'angoisse des familles: «Si je disparaissais un jour, qu'advient-il de ma famille? Son ami, Jade, 23 ans acquiesce : «Ils en font une question politique mais c'est d'être humains qu'il s'agit», dit-il.

Si Mirna, Mohammad et Jade se sont engagés dans la campagne, c'est aussi parce qu'ils ne peuvent pas oublier la guerre : «Les responsables ont décidé de



**La guerre a tout cassé sans rien résoudre. Notre génération ne doit pas oublier.**

tourner la page, on dit que les gens se désintéressent et veulent oublier, mais c'est faux : il n'y a pas une famille, pas une maison qui n'a oublié cette guerre qu'ils ont vécus.» dit Mirna.

Devenir Amis du Comité des parents des disparus c'est une manière de chercher à comprendre ce qui s'est passé pendant dix-sept ans. Pour Mirna, Mohammad et Jade, qui ont vu la guerre se terminer sans savoir ce qui s'est passé réellement, la guerre n'est pas finie. «Lorsque la guerre a pris fin, je me suis dit que cela ne pouvait pas s'arrêter comme ça, raconte Jade. Toutes revendications que l'on avait soulevées en 1975 sur la justice, la démocratie, n'avaient pas été satisfaites. Bien au contraire, la situation est aujourd'hui, pire. Il n'y a plus d'aspiration et de revendication nationale, les gens ont peur de la politique et des partis, la situation économique est exacerbée. Finalement la guerre a tout cassé sans rien résoudre.»

Lorsque Jade tente d'expliquer autour de lui, à l'université, le problème des disparus, il se heurte souvent à un refus et une incompréhension.

Parce qu'un des kidnappés était palestinien, il s'est entendu répondre : «qu'importe, c'est lui qui a fait la guerre». «Les gens raisonnent encore

dans un esprit de milice et de sectarisme, reprend Mohammad, alors ils oublient tout l'aspect humain du problème. On vit encore dans le confessionnalisme.»

La campagne est pour eux un moyen de lutte contre l'esprit confessionnel, pour la réconciliation nationale : «Ces gens ont été kidnappés sur la base de leur confession, parce qu'ils étaient chrétiens ou musulmans. Tu vois, lors des sit-in, des femmes qui portent le voile ou la croix. Mais quand tu manifestes, tu oublie cette différence parce que tu es là pour une seule cause : savoir ce qu'il est advenu de 17 000 êtres humains»

Jade, Mirna et Mohammad ne se font pas trop d'illusions, ils savent combien il est difficile aujourd'hui de mobiliser des jeunes. Qu'il est loin le temps où une manifestation pouvait réunir des milliers d'étudiants. Pourtant, ils ne désespèrent pas de voir s'établir une solidarité entre les jeunes. L'enjeu pour eux est trop important : Ils concluent : « Pour que les enfants de la nouvelle génération n'oublient pas cette page de l'histoire. Qu'un jour, des jeunes de leur âge ont été kidnappés. Sans cela nous ne pourrions jamais construire la paix de demain, notre futur». ■